

# Climat, énergie, biodiversité. Contribution du CESE à la Convention citoyenne

## Déclaration du groupe CFE-CGC

Devant une urgence écologique sans précédent et face à des politiques publiques insuffisantes pour y répondre, la CFE-CGC rappelle son engagement en faveur d'une transition écologique sociale et responsable préservant les droits des générations futures, par une utilisation raisonnée des ressources naturelles et la préservation de la biodiversité.

D'ailleurs, la CFE-CGC est la première organisation syndicale de salariés à avoir adhéré, début 2018, au Pacte mondial des Nations Unies.

La transition écologique est une problématique systémique mondiale. Elle doit donc être organisée et supervisée par le pouvoir politique et associer les ménages, les entreprises et l'État.

La transition écologique doit aller de pair avec une réflexion sur les conditions de vie et les inégalités afin que chacune et chacun puissent participer à cette transition, jouir d'un environnement sain et vivre dignement de son travail.

Pour le groupe CFE-CGC, la priorité doit être donnée à l'investissement dans les secteurs où les progrès peuvent être rapides (transport, bâtiment, énergie...) et générateurs d'activité économique en cohérence avec une politique industrielle ambitieuse permise par l'excellence technologique française.

L'État doit ainsi redéfinir une réelle politique d'aménagement du territoire intégrant la transition écologique. L'État doit fixer des trajectoires de transitions sectorielles et prendre les mesures fiscales afin d'assurer la viabilité de cette économie durable.

Pour la CFE-CGC, il s'agit à la fois :

- d'accompagner, en l'anticipant, la mutation des emplois induite par la transition écologique afin de rendre notre économie plus inclusive et de réduire la précarité ;
- d'aider les ménages à réduire leurs dépenses de transport et favoriser les mobilités durables ;
- d'aider les ménages à réduire leurs dépenses énergétiques grâce à la rénovation des logements ;
- d'investir en faveur de solutions technologiques innovantes en matière de transports et d'isolation des logements notamment ;

- d'inciter les pouvoirs publics français et européens à accompagner cette transition écologique et à favoriser les comportements de consommation vertueux tant en matière d'alimentation, de mobilité et de logement ;

- de renforcer la prise de conscience collective, politique et citoyenne quant à l'indispensable mobilisation des salariés pour relever le défi climatique ;

- d'augmenter le nombre d'administrateurs salariés dans les conseils d'administration des entreprises afin de garantir une adéquation entre les discours et les actes mais aussi pour remettre l'humain au cœur de la prise de décision...

Pour nous, les salariés peuvent en effet, par leur action dans la gouvernance et le dialogue social, engager leurs entreprises sur la voie de la responsabilité climatique.

Nous attendons donc la mise en place de mesures équitables pour toutes et tous, et ce dans un souci d'acceptabilité de l'impôt et de justice sociale, notamment pour les classes moyennes ; nous devons veiller à ne pas accroître les inégalités entre territoires ou entre citoyens...

Le groupe CFE-CGC a voté en faveur de cet avis et a appelé la Convention citoyenne et le gouvernement à faire sienne les préconisations qu'il contient.